

Préface

La science a progressé : le dérèglement climatique et son origine anthropique ne font plus débat. En témoigne, si besoin était, le dernier rapport paru du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC). Il présente l'état des connaissances scientifiques sur le réchauffement climatique de la manière la plus consensuelle possible. Or le tableau brossé au final est très sombre. En effet, les experts du GIEC estiment désormais avec une probabilité supérieure à 95 % que l'élévation de la température terrestre résulte bien de l'accumulation de gaz à effet de serre (GES) d'origine humaine. Ils confirment que la planète se trouve sur une trajectoire dangereuse conduisant à une hausse moyenne de la température de 4 °C à la fin du siècle. Certes, il y a toujours eu des changements de température. Mais aujourd'hui les dérèglements s'accroissent et, à terme, menacent la stabilité mondiale. Avec une hausse des températures moyenne de 2 °C, une perte de 0,2 à 2 % du produit économique brut mondial est déjà envisagée.

Ces trois dernières décennies sont probablement les plus chaudes depuis... mille quatre cents ans (quatorze siècles!); 2000-2010, la décennie la plus chaude depuis 1855, première année de mesure officielle des températures; et 2014, l'année la plus chaude jamais enregistrée. Neige et glace fondent rapidement. À ce rythme, la banquise arctique devrait avoir totalement disparu au milieu de ce siècle. Par conséquent, le niveau de la mer montera de près de un mètre d'ici à la fin de notre siècle. Les vagues de chaleur vont très probablement se produire plus fréquemment, et durer aussi plus longtemps. Les régions déjà très humides recevront encore plus de pluies, et les régions sèches moins... Si les catastrophes naturelles « coûtent » de moins en moins en vies humaines, elles deviennent de plus en plus nombreuses (plus de 500 cyclones en dix ans, par exemple), et coûtent de plus en plus cher. Des centaines de millions de personnes à travers le monde sont impactées lourdement par les conséquences négatives du changement climatique. Certaines seront obligées de migrer. Ainsi de ces îles du Pacifique qui achètent déjà des terres continentales pour permettre à leurs populations de survivre demain... Le réchauffement entraîne également des risques du côté social, avec des tensions accrues, voire plus, résultant des impacts négatifs du changement climatique sur la croissance économique.

Se libérer des énergies fossiles

Si le xx^e siècle a été dominé par la géopolitique largement identifiée à une lutte pour accaparer les ressources de la Terre, le XXI^e siècle se profile comme celui de la politique de la biosphère qui doit parvenir à la coexistence entre de plus en plus d'êtres humains dans un environnement menacé.

C'est un changement complet de situation, un changement sociologique fondamental, qui a déjà commencé et qui est voué à se généraliser. La réduction drastique de nos émissions de gaz à effet de serre, notamment de CO₂, s'impose absolument. Pour cela, nous devons d'ici à trente ans avoir su nous libérer des énergies fossiles. C'est un objectif difficile, mais excitant pour les prochaines générations. Plus nous retardons une réponse globale, plus elle deviendra malaisée au fil du temps à apporter.

Politiques, citoyens, collectivités locales, entreprises, associations, tous ont un rôle à jouer dans cette crise écologique sans précédent pour trouver les solutions de sortie de crise même si, malheureusement, il existe déjà des phénomènes irréversibles.

Si, pour les entreprises, la raison d'être reste de créer de la valeur et non de sauver la planète, leur intérêt n'en demeure pas moins au vu de la situation, si elles veulent continuer justement à pouvoir créer cette valeur de façon pérenne, de participer aux actions locales, nationales, internationales, pour qu'il fasse bon vivre sur la planète Terre, de façon à bien pouvoir y travailler. Quelle entreprise en effet créera de la valeur sur des territoires dégradés par les conséquences négatives du changement climatique, de la fracture économique et sociale entre le Nord et le Sud, voire entre certaines zones urbaines des villes des pays développés et le reste de leur population ?

Copier sur son voisin

Heureusement, le niveau de conscience de la gravité de la situation s'est sensiblement élevé ces dix dernières années. En témoigne en particulier le développement des réflexions sur le sujet et les prises de position théoriques des uns et des autres. Mais, si c'est une condition nécessaire pour préparer les esprits à l'indispensable mobilisation de tous, cela ne suffit pas pour passer très concrètement à l'action. Il faut aussi savoir motiver, donner des pistes, mettre en exergue ce qui a déjà été entrepris ici ou là et qui marche, et partager les expériences, les savoir-faire et les bonnes pratiques.

Le développement durable se différencie de l'école, où copier sur son voisin vaut un zéro. Ici, au contraire, on est encouragé à copier les bonnes pratiques. Dans cette optique, les auditeurs de la mission FNEP 2014 *Croissance durable : économie verte et performance* ont rapporté des quatre coins de la planète foison de bons exemples et d'excellentes idées déjà mis en pratique, et dont cet ouvrage est parsemé.

À leur lecture, on verra que la lutte contre les dérèglements climatiques peut devenir une opportunité économique pour les entreprises, ce que l'on appelle l'« économie verte », les « emplois verts ». Cela implique pour elles de savoir plus et mieux travailler avec d'autres, comme le montrent bien les exemples, rapportés dans cet ouvrage, de Kalundborg au Danemark et de la Californie; d'explorer chaque opportunité pouvant mener à des partenariats croisés entre les secteurs et

leurs parties prenantes pour atteindre ces objectifs ; et, en partageant les coûts et les ressources, de développer ensemble des solutions innovantes. Ou, aussi, de réfléchir à comment faire de la fiscalité écologique la forme de fiscalité la plus intelligente et la plus créatrice d'emplois. On vous l'assure, c'est possible !

Une meilleure croissance pour un meilleur climat

Au pessimisme de la réalité que nous suggère l'état actuel, et prévisible pour demain, de notre planète, sachons dès maintenant opposer, ensemble, l'optimisme de notre volonté. À vrai dire, on n'a pas, on n'a plus le choix. Et ce dernier ne peut pas se réaliser entre croissance économique d'un côté et lutte contre le changement climatique de l'autre. Il est plutôt celui d'une combinaison des deux autour de l'idée d'une meilleure croissance pour un meilleur climat. En engageant la transition dès aujourd'hui, sachant qu'il nous coûtera bien plus cher d'agir ensuite, quand les effets du changement climatique s'avéreront massifs. Dans ce contexte, la mission FNEP montre aussi que le développement numérique accolé à l'économie verte constituera indubitablement un atout.

La croissance pourrait facilement être découplée des émissions de GES, en fixant un prix mondial de la tonne carbone qui permettrait une réorientation considérable des investissements et des modes de consommation. Ce qui conduirait à une baisse substantielle des émissions. Ainsi non seulement la lutte contre les émissions peut s'accomplir sans dégâts majeurs pour les économies – l'ouvrage, globalement, le montre – mais encore elle peut stimuler la créativité, donc l'activité des entreprises. On peut même se risquer à pronostiquer que la lutte contre les dérèglements climatiques deviendra bientôt l'une des plus grandes opportunités économiques de la planète. « D'une difficulté, savoir faire un avantage ¹ », disait en son temps un révolutionnaire bien connu.

Face à un changement climatique que l'on n'arrive ni à stopper ni même à ralentir, la Conférence mondiale des Nations unies sur le climat, qui se tiendra à Paris en décembre 2015, devra impérativement trouver une entente pour bloquer à 2 °C la hausse moyenne des températures à l'horizon 2100. Le récent accord conclu entre la Chine et les États-Unis – les deux plus gros pollueurs de la planète – sur la réduction de leurs émissions de CO₂ ouvre la voie à un pacte. Paris succéderait ainsi, dix-huit ans après, à Kyoto et à son protocole. Mais en mieux. C'est la minute optimiste.

PATRICK WIDLOECHER,
*conseiller du PDG et du délégué général du Groupe La Poste pour le
développement durable et la déontologie,
déontologue du Groupe La Poste, président du groupe projet développement
durable de l'Union postale universelle, agence des Nations unies*

¹ Vladimir Ilitch Oulianov, dit Lénine.